

## INTERDICTION D'ACCÈS

Jardins et balcons des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étages du 12, rue du Coteau à Nantes

### MESURES DE POLICE

La Maire de la Ville de Nantes,

**Vu** les articles L 2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** le signalement, le 21 mars 2024, par le syndic de l'immeuble de la chute d'un bandeau béton provenant de la façade arrière de l'immeuble situé 12, rue du coteau à Nantes,

**Considérant** les photos reçues le 22 mars 2024, par des agents du Service Risques et Crises de la Ville de Nantes, permettant de constater la chute du bandeau béton dans un jardin au 12, rue du Coteau à Nantes,

**Considérant** le courrier de l'entreprise Alpijob du 22 mars 2024 indiquant que les sous faces des encadrements de fenêtre côté rue étaient fissurés et menaçants,

**Considérant** les risques résiduels de chute d'éléments dans les jardins de l'immeuble et sur les balcons des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étages de l'immeuble 12, rue du Coteau à Nantes,

**Considérant** de ce fait, le risque pour la sécurité publique,

Sur la proposition du Directeur Général des Services de la Ville,

### ARRÊTE

**Article 1** - A compter de ce jour et jusqu'à l'achèvement des mesures propres à garantir la sécurité des accédants, lesquelles devront être attestées par un homme de l'art, **l'accès aux jardins et aux balcons des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> étages du 12, rue du Coteau à Nantes, est interdit.**

**Article 2** - Par dérogation à l'article 1er du présent arrêté, l'accès au jardins et balcons susvisés est autorisé à tous professionnels experts, équipés de protection individuelle, mandatés par les parties intéressées.

**Article 3** - Le présent arrêté sera notifié au syndic en charge de sa diffusion auprès des propriétaires et locataires.

**Article 4** – Le présent arrêté sera affiché sur place et fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet metropole.nantes.fr

**Article 5** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Nantes, le 22 mars 2024

Pascal BOLO



L'Adjoint délégué  
Pour Madame la Maire

Pour Madame la Maire, l'Adjoint Délégué certifie le caractère exécutoire du présent arrêté, qui a été transmis en préfecture le 22 mars 2024

Le destinataire de cet acte administratif, qui désire contester la décision, peut saisir le Tribunal Administratif de Nantes d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de celle-ci. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité municipale vaut rejet implicite. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Tout document émanant ou traité par la Mairie de Nantes fait l'objet d'un enregistrement sur support informatique à l'usage exclusif de la Mairie de Nantes et de ses partenaires pour l'accomplissement de ses missions. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'interrogation d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant, qui s'exercent par mail à [dpd@nantesmetropole.fr](mailto:dpd@nantesmetropole.fr) ou par voie postale à l'adresse suivante : Direction risques et protection des populations - Nantes Métropole/Ville de Nantes, 2 rue de l'Hôtel de Ville, 44094 Nantes cedex 1 accompagné d'une copie d'un titre d'identité.